

ACCORD

entre

l'École Européenne

et la

Communauté Européenne
du Charbon et de l'Acier

ABKOMMEN

zwischen der

Europäischen Schule

und der

Europäischen Gemeinschaft
für Kohle und Stahl

ACCORDO

tra

la Scuola Europea

e la

Comunità Europea
del Carbone e dell' Acciaio

OVEREENKOMST

tussen de

Europese School

en de

Europese Gemeenschap
voor Kolen en Staal

ACCORD
entre
l'École Européenne
et la
Communauté Européenne
du Charbon et de l'Acier

Entre

l'ECOLE EUROPEENNE
dûment représentée par

le Comte Karl von SPRETI,
Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne

et la

COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER
dûment représentée par

M. René MAYER, Président de la Haute Autorité de la CECA

agissant tant au nom de la Haute Autorité qu'au nom des trois autres institutions de la Communauté en vertu du mandat qui lui a été conféré le 7 novembre 1957, par chacun des Présidents de ces Institutions.

Vu l'accord signé à Luxembourg le 12 avril 1957 portant Statut de l'Ecole Européenne;

Vu particulièrement son article 27 ainsi libellé : " Le Conseil Supérieur peut négocier tous accords relatifs au fonctionnement de l'Ecole avec la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Celle-ci obtient alors un siège au Conseil Supérieur ainsi qu'au Conseil d'Administration. Le nombre des membres du Conseil Supérieur ainsi que celui des membres du Conseil d'Administration sera porté à 7 ";

Considérant l'intérêt des Institutions de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, de voir s'organiser à son siège une Ecole maternelle, primaire et secondaire, répondant aux normes d'enseignement des pays membres de la Communauté et reconnue comme telle par les Gouvernements :

SONT CONVENUES LES DISPOSITIONS QUI SUIVENT:

ARTICLE 1

La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier contribuera aux frais de fonctionnement de l'Ecole Européenne, ci-après dénommée l'Ecole, sous forme d'une subvention annuelle conformément à l'article 26, par. 2, du Statut de l'Ecole.

ARTICLE 2

Le montant de la subvention, calculé selon les dispositions des articles 3 et 4 ci-après, est inscrit annuellement par la Haute Autorité dans son état prévisionnel et arrêté par la Commission des Présidents des Institutions de la Communauté, en conformité avec la compétence financière qui lui est attribuée en vertu de l'article 78 du Traité du 18 avril 1951.

ARTICLE 3

La subvention de la Communauté réduit la quote-part des charges budgétaires qui doivent être supportées par les Hautes Parties Contractantes qui ont créé l'Ecole, conformément à l'article 13, 2° du Statut.

ARTICLE 4

La subvention de la CECA pour l'exercice 1957/58 (période du 1er juillet 1957 au 30 juin 1958) comportera :

- 1) une contribution de 45 % du budget ordinaire global de l'Ecole, c'est-à-dire bfrs. 8.550.000, -

Ce montant est destiné à couvrir en particulier :

- 1) la partie du budget ayant trait aux dépenses de fonctionnement matériel de l'Ecole;
 - 11) certains avantages pécuniaires et indemnités prévus par le Statut du personnel de l'Ecole,
 - 111) les contributions scolaires des enfants des membres et des agents des institutions de la CECA;
- 2) une somme de bfrs. 3.500.000 à titre de contribution extraordinaire à l'installation matérielle et à l'équipement des immeubles scolaires;
 - 3) à titre d'avance exceptionnelle, une somme de 260.000 bfrs destinée à compenser un reliquat de contribution non réparti.

La base de la contribution tant de la Communauté que des Parties contractantes sera réexaminée, dans le courant de l'exercice 1957/58, par les parties intéressées au fonctionnement de l'Ecole, afin de parvenir à un accord de longue durée sur la répartition des charges budgétaires.

ARTICLE 5

Le Directeur pourra, pour les besoins de l'Ecole, avoir recours aux services généraux de la Communauté, tels notamment les services d'interprétation, de traduction et de reproduction de documents.

ARTICLE 6

En application de l'article 27 du Statut :

1. La Communauté siège au Conseil Supérieur de l'Ecole en la personne du Président de la Haute Autorité ou de son suppléant;
2. La Communauté siège au Conseil d'Administration de l'Ecole en la personne d'un représentant du Président de la Haute Autorité.

ARTICLE 7

Le Président du Conseil Supérieur consultera les Présidents des Institutions de la Communauté avant que le Conseil Supérieur ne procède à la nomination du Directeur de l'Ecole conformément à l'article 12, 2° du Statut.

ARTICLE 8

1. Le compte annuel de gestion visé à l'article 21 du Statut est communiqué en même temps à la Commission des Présidents de la Communauté et au Conseil Supérieur de l'Ecole.
2. Un organe ou un expert est chargé de contrôler les comptes de l'Ecole. Il est désigné d'un commun accord par la Commission et le Conseil. Son rapport est transmis simultanément à la Commission et au Conseil.

ARTICLE 9

1. Le présent accord ne peut être dénoncé par une des parties que moyennant un préavis d'au moins une année, comportant une année scolaire entière.
2. Il peut être amendé d'un commun accord.
3. Si, à la suite d'une décision unanime des Parties signataires du Statut de l'Ecole et de celles qui y ont adhéré par la suite, l'Ecole devait être mise en liquidation, le Conseil Supérieur de l'Ecole prendrait toutes mesures qu'il jugerait opportunes, notamment en ce qui concerne les avoirs de l'Ecole.

ARTICLE 10

1. Le présent accord entre en vigueur à la date de sa signature, avec effet à partir de la date d'entrée en vigueur du Statut de l'Ecole.
2. Le présent accord est rédigé en trois exemplaires en chacune des langues allemande, française, italienne et néerlandaise, un exemplaire étant délivré à chacune des Parties contractantes, le troisième déposé auprès du Gouvernement luxembourgeois, dépositaire du Statut de l'Ecole Européenne.

ABKOMMEN
zwischen der
Europäischen Schule
und der
Europäischen Gemeinschaft
für Kohle und Stahl

Zwischen der

EUROPÄISCHEN SCHULE,
ordnungsgemäss vertreten durch

Graf Karl von SPRETI,
Botschafter der Bundesrepublik Deutschland

und der

EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFT FUER KOHLE UND STAHL,
ordnungsgemäss vertreten durch

den Präsidenten der Hohen Behörde der EGKS, Herrn René MAYER,

sowohl namens der Hohen Behörde als auch namens der übrigen drei Organe der Gemeinschaft, auf Grund des ihm am 7. November 1957 von den Präsidenten jedes dieser Organe übertragenen Mandats,

ist in Anbetracht des am 12. April 1957 in Luxemburg unterzeichneten Abkommens über die Satzung der Europäischen Schule

und insbesondere im Hinblick auf Artikel 27 der Satzung, der wie folgt lautet: " Der Oberste Schulrat kann mit der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl jedes Abkommen über die Tätigkeit der Schule schliessen. Die Gemeinschaft erhält dann einen Sitz im Obersten Schulrat und im Verwaltungsrat; die Zahl der Mitglieder des Obersten Schulrates und des Verwaltungsrates wird auf 7 erhöht ",

sowie in Anbetracht des Interesses der Organe der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl an der Errichtung eines Kindergartens, einer Grundschule und einer Höheren Schule am Sitz der Gemeinschaft, die den an gleichartige Schulen in den Mitgliedstaaten gestellten Anforderungen entsprechen und von den Regierungen als solche anerkannt werden,

FOLGENDES VEREINBART UND BESCHLOSSEN WORDEN :

ARTIKEL 1

Gemäss Artikel 26 Par. 2 der Satzung der Schule leistet die Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl einen Beitrag zu den Kosten der Europäischen Schule - nachstehend "die Schule" genannt - in Form einer jährlichen Zuwendung.

ARTIKEL 2

Der gemäss den nachstehenden Artikeln 3 und 4 berechnete Subventionsbetrag wird von der Hohen Behörde in ihren jährlichen Haushaltsvoranschlag aufgenommen und vom Ausschuss der Präsidenten der Organe der Gemeinschaft auf Grund der ihm gemäss Artikels 78 des Vertrages vom 18. April 1951 zustehenden finanziellen Befugnisse beschlossen.

ARTIKEL 3

Durch die Zuwendung der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl vermindert sich der gemäss Artikel 13 Absatz 2 der Satzung von den Hohen Vertragschliessenden Teilen, welche die Schule gegründet haben, aufzubringende finanzielle Beitrag.

ARTIKEL 4

Die Zuwendung der EGKS für das Rechnungsjahr 1957/58 (vom 1. Juli 1957 bis 30. Juni 1958) umfasst :

1. einen Beitrag in Höhe von 45% des normalen Gesamtbudgets der Schule, d. h. 8. 550. 000 bfrs.
Dieser Betrag ist insbesondere zur Deckung folgender Ausgaben bestimmt :
 - 1) der sachlichen Schullasten;
 - 11) der Ausgaben für gewisse, in der Personalordnung der Schule vorgesehene finanzielle Zuwendungen und Entschädigungen;
 - 111) des Schulgeldes für die Kinder der Mitglieder und der Bediensteten der Organe der Gemeinschaft;
2. einen Betrag von 3. 500. 000 bfrs als ausserordentlichen Beitrag für Lehrmittel und Einrichtungsgegenstände;
3. einen Betrag von 260.000 bfrs als aussergewöhnlichen Vorschuss zum Ausgleich eines nicht zugewiesenen Restbeitrags.

Die Berechnungsgrundlage des Beitrags der Gemeinschaft und der Vertragschliessenden Teile wird im Laufe des Rechnungsjahres 1957/58 von den an der Tätigkeit der Schule interessierten Parteien im Hinblick auf die Abschliessung eines langfristigen Abkommens über die Verteilung der Ausgaben erneut überprüft.

ARTIKEL 5

Der Direktor der Schule darf für Zwecke der Schule die allgemeinen technischen Dienste der Gemeinschaft, insbesondere den Dolmetscher- und Uebersetzerdienst sowie den Vervielfältigungsdienst in Anspruch nehmen.

ARTIKEL 6

Gemäss Artikel 27 der Satzung erhält die Gemeinschaft :

1. in der Person des Präsidenten der Hohen Behörde oder dessen Vertreter einen Sitz im Obersten Schulrat;
2. in der Person eines Vertreters des Präsidenten der Hohen Behörde einen Sitz im Verwaltungsrat.

ARTIKEL 7

Der Vorsitzende des Obersten Schulrats konsultiert die Präsidenten der Organe der Gemeinschaft, bevor der Oberste Schulrat gemäss Artikel 12 Absatz 2 der Satzung den Direktor der Schule ernannt.

ARTIKEL 8

1. Der in Artikel 21 der Satzung vorgesehene jährliche Prüfungsbericht wird zu gleicher Zeit dem Ausschuss der Präsidenten der Gemeinschaft und dem Obersten Schulrat vorgelegt.
2. Ein Ausschuss oder ein Sachverständiger wird mit der Prüfung der Bücher der Schule beauftragt und gemeinsam vom Ausschuss und vom Rat ernannt. Der Bericht wird zu gleicher Zeit dem Ausschuss und dem Rat vorgelegt.

ARTIKEL 9

1. Das vorliegende Abkommen kann von den Parteien nur unter Einhaltung einer mindestens einjährigen Frist, die sich auf ein ganzes, vollständiges Schuljahr erstrecken muss, gekündigt werden.
2. Es kann in gemeinsamem Einvernehmen der Parteien abgeändert werden.
3. Im Falle einer Liquidation der Schule auf Grund eines einstimmigen Beschlusses der Unterzeichner der Schulsatzung und derjenigen, die ihren Beitritt später erklärt haben, kann der Oberste Schulrat, insbesondere mit den Guthaben der Schule, nach freiem Ermessen verfahren.

ARTIKEL 10

1. Das vorliegende Abkommen tritt mit der Unterzeichnung in Kraft, und zwar mit Wirkung vom Zeitpunkt des Inkrafttretens der Schulsatzung.
2. Das vorliegende Abkommen wird in jeweils drei Urschriften in deutscher, französischer, italienischer und niederländischer Sprache ausgefertigt. Jeder der Vertragsschliessenden Teile erhält eine Ausfertigung; die dritte wird bei der luxemburgischen Regierung hinterlegt, wo auch die Satzung der Europäischen Schule verwahrt wird.

ACCORDO
tra
la Scuola Europea
e la
Comunità Europea
del Carbone e dell' Acciaio

Tra la

SCUOLA EUROPEA
debitamente rappresentata dal

Conte Karl von SPRETI,
Ambasciatore della Repubblica Federale di Germania

e la

COMUNITA' EUROPEA DEL CARBONE E DELL'ACCIAIO,
debitamente rappresentata dal

Sig. René MAYER, Presidente dell'Alta Autorità della C. E. C. A. ,

il quale agisce sia a nome dell'Alta Autorità che a nome delle altre tre Istituzioni in virtù del mandato conferitogli il 7 novembre 1957 da ognuno dei Presidenti di tali Istituzioni;

Visto l'accordo firmato a Lussemburgo il 12 aprile 1957 riguardante lo Statuto della Scuola Europea;

Visto in particolare il suo articolo 27 così redatto : " Il Consiglio Superiore può negoziare con la Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio qualsiasi accordo in merito al funzionamento della Scuola. In tal caso, alla Comunità spetterà un seggio nel Consiglio Superiore nonché nel Consiglio d'Amministrazione, e il numero dei membri del Consiglio Superiore con diritto a un voto, nonché quello dei membri del Consiglio d'Amministrazione, sarà portato a 7";

Considerando l'interesse che hanno le Istituzioni della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio a che nella loro sede sia organizzata una Scuola materna, elementare e media che corrisponda alle norme vigenti per l'insegnamento nei vari paesi membri della Comunità e che come tale sia riconosciuta dai governi;

SONO CONVENUTE LE DISPOSIZIONI SEGUENTI :

ARTICOLO 1

La Comunità Europea del Carbone e dell' Acciaio contribuirà alle spese per il funzionamento della Scuola Europea, in seguito denominata la Scuola , mediante una sovvenzione annua ai sensi dell' articolo 26, N° 2 dello Statuto della Scuola.

ARTICOLO 2

L'ammontare della sovvenzione, calcolato in base a quanto disposto dagli articoli 3 e 4 seguenti, viene iscritto ogni anno dall'Alta Autorità nel proprio stato di previsione e fissato dalla Commissione dei Presidenti delle Istituzioni della Comunità conformemente alla competenza finanziaria riconosciutale dall'articolo 78 del Trattato del 18 aprile 1951.

ARTICOLO 3

La sovvenzione della Comunità riduce la quota parte degli oneri di bilancio a carico delle Alte Parti Contraenti che hanno istituito la Scuola, conformemente all'articolo 13, N° 2 dello Statuto.

ARTICOLO 4

La sovvenzione della Comunità per l'esercizio 1957/58 (periodo dal 1° luglio 1957 al 30 giugno 1958) comporterà :

- 1) un contributo pari al 45 % del bilancio ordinario complessivo della Scuola, ossia fr. b. 8.550.000. -

Tale contributo è destinato a coprire in ispecie :

- 1) la parte del bilancio relativa alle spese per il funzionamento materiale della Scuola;
 - 11) determinati benefici economici e indennità previsti dallo Statuto del personale della Scuola;
 - 111) le tasse scolastiche dei figli dei membri e degli agenti delle Istituzioni della Comunità;
- 2) una somma di fr. b. 3.500.000. - a titolo di contributo straordinario per l'impianto materiale e l'arredamento degli edifici scolastici;
 - 3) a titolo di anticipo eccezionale, una somma di fr. b. 260.000. - destinata a compensare un residuo di contributo non ripartito.

La base del contributo sia della Comunità che delle Parti Contraenti sarà riesaminata, nel corso dell'esercizio 1957/58, dalle parti interessate al funzionamento della Scuola, allo scopo di addivenire a un accordo di lunga durata sulla ripartizione degli oneri di bilancio.

ARTICOLO 5

Il Direttore potrà valersi per le necessità della Scuola dei servizi generali della Comunità, quali particolarmente i servizi di interpretazione, di traduzione e di riproduzione di documenti.

ARTICOLO 6

In applicazione dell'articolo 27 dello Statuto :

- 1) la Comunità è rappresentata al Consiglio Superiore della Scuola dal Presidente dell'Alta Autorità o da un suo delegato;
- 2) la Comunità è rappresentata al Consiglio d'Amministrazione della Scuola da un delegato del Presidente dell'Alta Autorità.

ARTICOLO 7

Il Presidente del Consiglio Superiore consulta i Presidenti delle Istituzioni della Comunità prima che il Consiglio Superiore proceda alla nomina del Direttore della Scuola a sensi dell'articolo 12, N° 2 dello Statuto.

ARTICOLO 8

- 1) Il rendiconto annuale di cui all'articolo 21 dello Statuto viene contemporaneamente trasmesso alla Commissione dei Presidenti della Comunità e al Consiglio Superiore della Scuola.
- 2) L'incarico di rivedere i conti della Scuola è affidato ad un apposito organo o ad un esperto, designato di comune accordo dalla Commissione e dal Consiglio. La sua relazione è trasmessa contemporaneamente alla Commissione e al Consiglio.

ARTICOLO 9

- 1) Il presente accordo puo' essere denunciato da una delle Parti soltanto mediante preavviso non inferiore ad un anno e nella cui durata sia compreso un intero anno scolastico.
- 2) Esso potrà venire modificato di comune accordo.
- 3) Qualora, in seguito a decisione unanime delle Parti firmatarie dello Statuto della Scuola e di quelle che vi avranno aderito in seguito, la Scuola dovesse essere posta in liquidazione, il Consiglio Superiore della Scuola adotterà tutte le misure che giudicherà opportune, in particolare per quanto concerne gli averi della Scuola.

ARTICOLO 10

- 1) Il presente accordo entrerà in vigore il giorno in cui verrà firmato, con effetto dalla data di entrata in vigore dello Statuto della Scuola.
- 2) Il presente accordo è stato redatto in tre esemplari per ciascuna delle lingue francese, italiana, olandese e tedesca e di cui uno sarà rimesso a ciascuna delle Parti Contraenti ed il terzo depositato presso il Governo lussemburghese, depositario dello Statuto della Scuola Europea.

OVEREENKOMST

tussen de

Europese School

en de

Europese Gemeenschap
voor Kolen en Staal

Tussen de

EUROPESE SCHOOL,
behoorlijk vertegenwoordigd door

Graaf Karl von SPRETI,
Ambassadeur van de Duitse Bondsrepubliek

en de

EUROPESE GEMEENSCHAP VOOR KOLEN EN STAAL,
behoorlijk vertegenwoordigd door de

Heer René MAYER, Voorzitter van de Hoge Autoriteit van de EGKS

namens de Hoge Autoriteit alsook namens de drie overige instellingen van de Gemeenschap, krachtens het hem op 7 November 1957 door elk der Voorzitters dezer Instellingen van de EGKS verstrekte mandaat.

Gezien de overeenkomst getekend te Luxemburg op 12 April 1957, houdende het Statuut van de Europese School;

Gezien in het bijzonder artikel 27 van het Statuut, luidende als volgt:
"De Raad van Bestuur kan, aangaande de functionering van de School, overeenkomsten sluiten met de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal. In dat geval verkrijgt deze een zetel in de Raad van Bestuur en in het Dagelijks Bestuur. Het aantal leden van de Raad van Bestuur die over een stem beschikken, evenals dat van de leden van het Dagelijks Bestuur wordt in dat geval gebracht op 7";

Gezien het belang der Instellingen van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal bij de oprichting, in de plaats waar haar zetel is gevestigd, van een school van Voorbereidend Lager-, Lager- en Middelbaar Onderwijs welke beantwoordt aan de onderwijsnormen der Staten-Ledender Gemeenschap en door deze als zodanig erkend;

IS OVEREENGEKOMEN HETGEEN VOLGT :

ARTIKEL 1

De Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal draagt in de kosten van de Europese School, hierna genoemd de School, bij in de vorm van een jaarlijkse subsidie, overeenkomstig artikel 26, lid 2, van het Statuut der School.

ARTIKEL 2

Het bedrag van de volgens onderstaande artikelen 3 en 4 berekende subsidie wordt telken jare door de Hoge Autoriteit op haar begroting geplaatst en door de Commissie van Voorzitters der Instellingen van de Gemeenschap krachtens de haar bij artikel 78 van het Verdrag d. d. 18 April 1951 verleende financiële bevoegdheid vastgesteld.

ARTIKEL 3

De subsidie van de Gemeenschap vermindert het geheel van de financiële lasten, welke door de Verdragsluitende partijen die de School gesticht hebben, overeenkomstig artikel 13, lid 2, van het Statuut, moeten worden gedragen.

ARTIKEL 4

De subsidie van de Gemeenschap zal, voor het boekjaar 1957/58 (periode van 1 Juli 1957 tot en met 30 Juni 1958), bedragen :

1. een bijdrage van 45 % van de gewone totale begroting der School, t. w. Bfrs. 8.550.000, -

Dit bedrag dient in het bijzonder ter dekking van de volgende posten:

- 1) het gedeelte van de begroting, dat betrekking heeft op de materiële uitgaven van de School;
 - 11) zekere geldelijke voordelen en vergoedingen, voorzien in het Statuut voor het Personeel der School;
 - 111) de schoolgelden van de kinderen der leden en het personeel van de Instellingen van de Gemeenschap.
2. een som van Bfrs. 3.500.000, - als buitengewone bijdrage voor de installatie en de uitrusting der schoolgebouwen;
 3. bij wijze van uitzondering, een voorschot ten bedrage van Bfrs. 260.000, - ter compensatie van een onverdeeld restsaldo der bijdrage.

De basis van de bijdrage, zowel deze van de Gemeenschap als van de contracterende partijen, zal in de loop van het boekjaar 1957/58 worden herzien door de bij het functioneren van de School betrokken partijen, met het oog op het sluiten van een overeenkomst van lange duur omtrent de verdeling der budgetaire lasten.

ARTIKEL 5

De Directeur kan ten behoeve van de School beroep doen op de algemene diensten van de Gemeenschap, met name op de tolkendienst, de taalkundige dienst, en de dienst voor de reproductie van documenten.

ARTIKEL 6

Overeenkomstig artikel 27 van het Statuut :

1. heeft de Gemeenschap zitting in de Raad van Bestuur in de persoon van de Voorzitter van de Hoge Autoriteit of zijn plaatsvervanger,
2. heeft de Gemeenschap zitting in het Dagelijks Bestuur van de School in de persoon van een vertegenwoordiger van de Voorzitter van de Hoge Autoriteit.

ARTIKEL 7

De voorzitter van de Raad van Bestuur raadpleegt de Voorzitters der Instellingen van de Gemeenschap alvorens de Raad van Bestuur overeenkomstig artikel 12, 2° van het Statuut overgaat tot benoeming van de Directeur van de School.

ARTIKEL 8

1. Het jaarlijkse financiële verslag, bedoeld in artikel 21 van het Statuut wordt gelijktijdig aan de Commissie van de Voorzitters der Gemeenschap en aan de Raad van Bestuur der School overgelegd.
2. Een orgaan of een deskundige wordt belast met de controle op de financiën van de School. Hij wordt in gemeenschappelijk overleg door de Commissie en de Raad aangewezen. Zijn verslag wordt gelijktijdig aan de Commissie en aan de Raad overgelegd.

ARTIKEL 9

1. Deze overeenkomst kan door een der partijen slechts met inachtneming van een termijn van ten minste één kalenderjaar, omvattende een geheel en volledig schooljaar, worden opgezegd.
2. De overeenkomst kan in gemeenschappelijk overleg worden gewijzigd.
3. Ingeval tot liquidatie van de School zou worden overgegaan, ingevolge een eenstemmig genomen besluit van de partijen, die het Statuut van de School hebben ondertekend en van de partijen, die later nog zullen toetreden, zal de Raad van Bestuur van de School alle dienstig geoordeelde maatregelen treffen, met name wat betreft de bezittingen van de School.

ARTIKEL 10

1. Deze overeenkomst wordt van kracht op de datum van ondertekening, en heeft haar uitwerking vanaf de dag, waarop het Statuut van de School van kracht is geworden.
2. Deze overeenkomst wordt in drie exemplaren, in het Duits, Frans, Italiaans en Nederlands, opgesteld; één exemplaar zal aan elk der contracterende partijen worden overhandigd; het derde zal bij de Luxemburgse regering, waarbij het Statuut van de Europese School is gedeponneerd, worden neergelegd.

Fait à Luxembourg, le 11 décembre 1957

Geschehen zu Luxemburg, den 11. Dezember 1957

Fatto a Lussemburgo, l'11 dicembre 1957

Gedaan te Luxemburg op 11 december 1957

Pour le Conseil Supérieur
de l'Ecole Européenne

Pour la Communauté Européenne
du Charbon et de l'Acier
Le Président de la Haute Autorité

Für den Obersten Schulrat
der Europäischen Schule

Für die Europäische Gemeinschaft
für Kohle und Stahl
Der Präsident der Hohen Behörde

Per il Consiglio Superiore
della Scuola Europea

Per la Comunità Europea
del Carbone e dell'Acciaio
Il Presidente dell'Alta Autorità

Voor de Raad van Bestuur van de
Europese School

Voor de Europese Gemeenschap
voor Kolen en Staal,
De Voorzitter van de Hoge Autoriteit



